

Argentine/Diplomatie

Coup d'envoi d'un G20 plus divisé que jamais

AFP  
Buenos Aires/Argentine

Rarement sommet aura apparu aussi tendu. Avec pour principaux acteurs, Donald Trump, Vladimir Poutine, Mohammed ben Salmane et Xi Jinping.

LES dirigeants du G20 ont ouvert hier à Buenos Aires le sommet peut-être le plus tendu de l'histoire de ces rencontres, qui se jouera en grande partie autour d'un quatuor : Donald Trump, Vladimir Poutine, Mohammed ben Salmane et Xi Jinping. Il est 15H00 GMT (16H00 au Gabon) quand les chefs d'Etat et de gouvernements posent pour une photo de famille avant de s'asseoir à la table de réunion – sans la chancelière Angela Merkel, qui ne devait arriver qu'en début de soirée pour cause d'avion gouvernemental défilant.

Comme rapprochés par les critiques internationales qui les visent, Vladimir Poutine et "MBS" affichent leur bonne entente.

Le président russe et le prince héritier saoudien, commandant chacun d'immenses ressources d'hydrocarbures, se saluent avec une cordialité très remarquée, d'un geste à mi-chemin entre une poignée de main et le "tope-là" de deux adolescents.

Le premier est critiqué pour les tensions avec l'Ukraine, après l'arraisonnement de trois navires de la marine ukrainienne en mer Noire



Photo : AFP

La photo de famille des dirigeants du G 20 à Buenos Aires donne le change : mais l'unité n'est vraiment pas au rendez-vous.

par les gardes-côtes russes. Le second a vu sa réputation de réformateur entachée par l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi.

Le président français Emmanuel Macron a eu également un aparté hier avec Mohammed ben Salmane, mais sur un tout autre ton, affirme l'Elysée. Des images de l'entretien ont circulé, sans enregistrement des voix.

Selon la présidence française, Emmanuel Macron a demandé "d'associer des experts internationaux à l'enquête" sur le meurtre de Jamal Khashoggi et il a défendu "la nécessité d'une solution politique au Yémen".

Le président français a posé pour la photo de famille à côté de Donald Trump. Leur relation s'est singulièrement dégradée

après une série de tweets moqueurs du président américain.

Celui-ci affichait hier une mine renfrognée lors de l'ouverture officielle des débats, loin de l'enthousiasme avec lequel il a vanté dans la matinée la signature d'un nouvel accord de libre-échange nord-américain négocié à son initiative.

Le président chinois Xi Jinping était lui impassible. Il aura ce samedi un dîner de tous les dangers avec Donald Trump, pour tenter d'enrayer un conflit commercial potentiellement catastrophique pour l'économie mondiale.

"Il existe des signes positifs, nous allons voir ce qui se passe. Si nous pouvions parvenir à un accord, ce serait bien", a déclaré le président américain, qui dit tout et son contraire sur cette entrevue depuis plu-

sieurs jours.

Donald Trump goûte peu de manière générale les grandes rencontres diplomatiques. Et son caractère impulsif pourrait bien être encore accentué lors du G20 par de nouvelles révélations à charge dans l'enquête aux Etats-Unis sur l'ingérence russe lors de sa campagne présidentielle.

"VICIEUSE" • Il a déjà pris tout le monde de court jeudi en annulant une réunion bilatérale avec Vladimir Poutine. Côté américain, on a déploré que l'enquête en cours aux Etats-Unis "pénalise" la relation avec la Russie, tout en assurant que cette annulation était seulement liée à la crise en Ukraine.

Alors que Kiev annonce des mesures pour limiter l'accès des hommes russes

à son territoire, le président du Conseil européen Donald Tusk s'est dit "sûr" à Buenos Aires que les sanctions de l'Union européenne contre la Russie seraient reconduites en décembre.

"Une pratique vicieuse du recours aux sanctions unilatérales illégales et aux mesures protectionnistes se répand", a déploré de son côté le président russe.

Il sera bien difficile à ce G20 de tenir la promesse faite lors du tout premier sommet de ce genre, en novembre 2008 : celle de passer par le multilatéralisme pour apporter la "prospérité" au monde.

Les Européens présents au G20 (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Grande-Bretagne, UE) vont tenter de sauver les meubles en obtenant au moins 19 signatures – celle de Donald Trump étant inimaginable – sous un engagement franc de lutte contre le réchauffement climatique.

Pour le reste, les diplomates s'acharnent encore sur un communiqué final qu'endosseraient les 20 protagonistes. Le sujet le plus délicat, hors climat : le commerce.

Au-delà des joutes diplomatiques, les autorités argentines redoutaient des violences lors d'une grande manifestation de protestation prévue vendredi après-midi.

Le gouvernement a décrété un jour férié, fermé écoles et moyens de transport, et déployé plus de 20 000 membres des forces de l'ordre pour quadriller des avenues désertées.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit.** Au moins 23 civils tués par un bombardement américain

Au moins 23 civils, surtout des femmes et des enfants, ont été tués mardi lors d'un bombardement de l'armée américaine au cours d'une opération anti-talibans dans la province de Helmand, dans le sud de l'Afghanistan, a révélé l'Onu hier.

• **Allemagne/Justice.** Un Syrien condamné pour un projet d'attentat à la bombe

La justice allemande a condamné hier un réfugié syrien âgé de 20 ans à six ans et demi de prison ferme pour avoir préparé un attentat islamiste à la voiture piégée.

• **Brésil/Politique.** Un amiral ministre de l'Energie

Le président élu du Brésil Jair Bolsonaro a annoncé hier sur Twitter la nomination de l'amiral Bento Costa Lima Leite au ministère des Mines et de l'Energie, le sixième militaire parmi les 20 membres de son futur gouvernement déjà dévoilés.

• **Proche-Orient/Conflit.** Dix-huit Palestiniens blessés par des tirs israéliens

Au moins 18 Palestiniens ont été blessés par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations organisées chaque vendredi depuis fin mars près de la barrière de sécurité séparant la bande de Gaza d'Israël, a indiqué le ministre de la Santé à Gaza.

• **Syrie/Conflit.** Bombardements au sud de Damas imputés à Israël



Photo : AFP

L'armée israélienne a bombardé plusieurs secteurs au sud de Damas, a affirmé hier une ONG, dans ce qui serait les premiers raids de l'Etat hébreu depuis septembre lorsqu'un avion russe avait été abattu accidentellement par la DCA syrienne suite à des tirs israéliens.

• **Ukraine/Conflit.** Kiev ferme ses frontières aux hommes russes

Les tensions entre Kiev et Moscou persistaient hier, l'Ukraine prenant des mesures pour limiter l'accès des hommes russes à son territoire tandis que la crise se répercutait sur le sommet du G20, qui s'est ouvert dans l'après-midi à Buenos Aires.

RDCongo/Elections générales

Les catholiques contre tout report

AFP  
Kinshasa/RDCongo

DEUX organisations influentes opposées au président Joseph Kabila ont mis en garde hier contre tout report des élections prévues le 23 décembre en République démocratique du Congo et contre les conditions de vote prévues pour le jour des scrutins.

"La date butoir de ce processus doit demeurer fixée au 23 décembre 2018. Au-delà de cette date, de nouveaux dirigeants doivent être à la tête de la République", a déclaré le collectif catholique Comité laïc de coordination (CLC).

Le CLC est à l'origine de trois marches pour demander le départ du président Kabila qui avaient été ré-

primées dans le sang (une quinzaine de morts) en début d'année.

"Balayons les médiocres", a de son côté lancé le mouvement Lutte pour le changement (Lucha) dans un communiqué présenté dans plusieurs villes du pays.

« Ces "médiocres" qui espèrent se faire élire ou réélire se trouvent aussi bien dans ce qu'on appelle "majorité", que dans l'"opposition", la société civile et même parmi les candidats indépendants », poursuit Lucha, surtout présente sur Twitter.

Le jour des scrutins, la commission électorale entend utiliser des "machines à voter", sorte d'écrans tactiles utilisés pour choisir les candidats et imprimer les bulletins de vote. Une partie de l'opposition rejette une "machine à tri-

cher" mettant en doute la fiabilité du système.

Le CLC a insisté pour que la machine à voter, "si elle est maintenue, ne soit utilisée exclusivement que comme imprimante pour ce qui concerne les élections législatives, nationales et provinciales".

"L'élection présidentielle, en raison de sa sensibilité extrême, mérite d'être organisée à base de bulletins en papier", selon son porte-parole.

La Lucha appelle pour sa part la population "à résister contre la machine à voter".

Les élections présidentielle, législatives et nationales du 23 décembre doivent désigner le successeur du président Kabila, au pouvoir depuis janvier 2001.

• **Kinshasa menace l'UE de rétorsion.** Kinshasa a



Photo : AFP

Les catholiques (ici lors des marches du début d'année) mettent en garde contre tout report des élections du 23 décembre.

menacé hier l'Union européenne de rétorsion si Bruxelles ne levait pas d'ici le scrutin du 23 décembre les sanctions qui visent le candidat soutenu par le chef de l'Etat Joseph Kabila à l'élection présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary.

• **Fayulu à l'offensive.** Le

candidat d'opposition Martin Fayulu a promis hier 126 milliards de dollars et 20 millions d'emplois sur cinq ans en présentant son programme pour l'élection présidentielle en République démocratique du Congo qui doit cesser d'être selon lui "la risée du monde".